

Tripoli, Libye, 7 juin (Infosplusgabon) - Les changements survenus sur le terrain militaire après les défaites subies par le camp de Haftar ont accéléré ces derniers jours, les choses en Libye, avec la nécessité de la reprise du dialogue inter-libyen sous l'égide des Nations Unies, poussée par les pressions extérieures sur les pays voisins en vue d'une sortie de crise politique, ont dominé l'actualité traitée cette semaine par les journaux libyens.

La question de l'immigration clandestine qui est revenue au devant de la scène en Libye avec le drame de l'assassinat de 30 migrants clandestins et 11 autres blessés dans une opération de vengeance menée par la famille d'un passeur libyen dans la localité de Mezda (140 km au sud-ouest de Tripoli), a été traitée par la presse libyenne qui s'est fait l'écho de la création de deux centres de coordination entre la Libye et Malte sur l'immigration clandestine en vertu d'un mémorandum d'accord à ce sujet.

Le journal Al-Wassat a indiqué dans un article intitulé "Pressions internationales sur le voisinage libyen" que les développements successifs en Libye ont ouvert la porte à l'intensification des pressions des pays occidentaux sur les pays voisins pour leur accorder le droit à une présence sur leurs terres après avoir soudainement paniqué à propos de la conclusion d'accords entre Moscou et Ankara qui ne servaient pas leurs intérêts.

Au moment où les inquiétudes américaines se sont exprimées face à l'influence russe en Tunisie, la France a choisi ce même pays "pour absorber l'intervention turque", a ajouté le journal.

Les informations de l'arrivée d'avions de combats russes en Libye a compliqué les calculs de la Turquie peu de temps après que ses alliés dans les forces du gouvernement de l'Accord national ont pris le contrôle de la base aérienne militaire d'Al-Wattia (sud-ouest), a ajouté le journal, qui cite la réunion d'urgence tenue par le Président Recep Tayyip Erdogan, qui a soulevé des questions sur la possibilité d'une autre confrontation entre la Turquie et la Russie en Libye, similaire au conflit en Syrie qui balise une passerelle vers le partage des sphères d'influence, étapes qui n'ont pas été digérées par l'Armée américaine et l'OTAN qui s'inquiètent d'une plus grande présence militaire russe sur la rive sud de la Méditerranée.

Le journal a ajouté que face à l'intention de l'administration américaine de déployer une "brigade de soutien" en Tunisie, dont elle dit qu'elle n'a pas décidé d'affecter un quelconque rôle de combat à ces forces après les discussions américano-tunisiennes, la Russie est accusée de continuer à attiser le conflit libyen, selon le journal russe "Nizavisimaya Gazeta" qui cite un diplomate américain disant que la tâche principale de cette brigade sera de protéger les routes par lesquelles les fournitures sont convoyées de l'Ouest aux forces du gouvernement d'union nationale.

De même, les membres de l'Union européenne, comme la Grèce, Chypre et la France, voient avec suspicion la position de la Turquie en Libye, considérant qu'elle leur cause un revers dans l'obtention de ressources énergétiques en Méditerranée orientale, car le principal gain qu'Ankara attend d'un règlement politique en Libye est de préserver l'accord de démarcation maritime qu'elle a signé avec le gouvernement de l'Accord national, bien que les États-Unis ne

soient pas satisfaits de l'accord, comme l'a souligné son ambassadeur en Grèce, la semaine dernière, ce qui signifie que le rapprochement américano-turc est circonstanciel et imposé par l'obsession à l'égard de la Russie.

La France manifeste, selon le journal, plus son inquiétude à l'égard de l'influence turque après avoir considéré que le dossier libyen était entre ses mains, sachant que l'évolution de la guerre à Tarhouna et Al-Jafra déterminera l'avenir de la future carte des attentes, car elle considère le sud libyen comme la clé de l'Afrique et de la région du Sahel, ce qui l'a poussée à intensifier des démarches diplomatiques, notamment avec la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte.

Abordant la question de l'immigration clandestine, le journal Afrigatenews a annoncé que le gouvernement maltais a publié le document relatif au protocole d'accord qu'il a signé avec le gouvernement d'union nationale en Libye, dans le but de lutter contre l'immigration illégale en Méditerranée.

L'accord, d'une durée de trois ans, prévoit la création de deux centres de coordination à Tripoli et à La Valette, la capitale maltaise, avec un financement de Malte, dont les activités seront lancées le 1er juillet, afin d'améliorer les moyens de lutter contre l'immigration illégale, selon le texte du document présenté au Parlement maltais, a rapporté le journal.

Afrigatenews a précisé que l'accord, qui a une durée de trois ans, prévoit que chaque centre soit dirigé par trois responsables, assurant que leur travail sera limité au soutien et à la

coordination.

Malte proposera également à la Commission de l'Union européenne d'augmenter le financement du gouvernement au gouvernement d'union nationale, d'augmenter les interceptions des migrants au large de ses côtes, en plus de démanteler les réseaux de trafic des êtres humains, et proposera également une autre initiative de financement pour apporter plus d'équipements maritimes nécessaires pour intercepter les bateaux de migrants en Méditerranée.

Le journal a rappelé que le 28 mai dernier, le Premier ministre maltais, Robert Abela, s'est rendu à Tripoli où il a signé avec le président du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale, Fayez al-Sarraj, un protocole d'accord dans le domaine de la lutte contre l'immigration illégale.

Pour sa part, le journal Al-Wassat, est revenu sur le drame des migrants clandestins en Libye, assurant qu'une fois de plus, "la blessure des migrants et des réfugiés en Libye est saignée encore", rappelant au monde l'une des plus grandes tragédies migratoires sur les rives de la Méditerranée, où plus de 654.000 migrants et réfugiés vivent dans le pays, selon les estimations des Nations Unies.

Avec les crimes répétés contre les migrants, la question de l'impunité en Libye se pose, en l'absence de preuves concrètes d'enquêtes sérieuses qui pour traduire les auteurs en justice, a

ajouté le journal.

Il a rappelé que le début a été l'annonce par le ministère de l'Intérieur du gouvernement de l'Accord national que 30 personnes ont été tuées et 11 blessées lors d'une opération de représailles dans la région de Mezda, menée contre des migrants illégaux, précisant que le ministère a déclaré, dans un communiqué, que ce crime était une "réaction de représailles au meurtre du citoyen (Y.M.A.B.I), né en 1990, résidant dans la région de Mezda, et soupçonné d'être impliqué dans la traite des êtres humains, tué par des migrants illégaux alors qu'il les faisait entrer clandestinement".

Le journal a rapporté qu'à son tour, l'Organisation internationale pour la migration (OIM) a appelé vendredi, les autorités libyennes à ouvrir des enquêtes sur le massacre et à traduire les responsables en justice, tout en exprimant sa condamnation de l'incident.

"La tragédie a eu lieu dans un entrepôt de contrebande à Mezda, près de la ville de Ghariane, au sud-ouest de Tripoli, où un groupe de migrants a été arrêté", a indiqué l'OIM dans un communiqué publié sur son site Internet, notant que l'incident "impliquait des trafiquants d'êtres humains".

FIN/ INFOSPLUSGABON/HOP/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon